



## CHAPITRE 58

Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield

[Sanctionnée le 20 mai 1943]

## CHAPTER 58

An Act to amend the charter of the city of Salaberry-de-Valleyfield

[Assented to, the 20th of May, 1943]

Préambule.

**A**TTENDU que la cité de Salaberry-de-Valleyfield a représenté, par sa pétition, qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 22 George V, chapitre 111, et les différentes lois qui la modifient: 23 George V, chapitre 130, 24 George V, chapitre 95, 1 George VI, chapitre 112, 3 George VI, chapitre 110, et 4 George VI, chapitre 87, soient modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1931-32, c. 111, a. 90a, aj. **1.** La loi 22 George V, chapitre 111, est modifiée en y ajoutant, après l'article 90, le suivant:

Taxes chargées aux propriétaires en certains cas.

"**90a.** Le conseil peut imposer, par règlement, pour les maisons à appartements, la taxe de locataire, d'eau, d'entretien des vidanges et de la neige, aux propriétaires de ces maisons et rendre ces propriétaires personnellement responsables de ces taxes.

Subrogation.

Dans ce cas lesdits propriétaires sont, pour les baux alors en vigueur lors de l'adoption d'un règlement et pour les baux à venir, subrogés aux droits de la cité et peuvent recouvrer de leurs locataires le montant des taxes payées par eux à la cité.

**W**HEREAS the city of Salaberry-de-Valleyfield has, by its petition, represented that it is in the interest of the good administration of its affairs that its charter, the act 22 George V, chapter 111, and the different acts amending it: 23 George V, chapter 130; 24 George V, chapter 95; 1 George VI, chapter 112; 3 George VI, chapter 110, and 4 George VI, chapter 87, be amended; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** The act 22 George V, chapter 111, is amended by adding thereto, after section 90 thereof, the following section:

"**90a.** With respect to apartment houses the council may, by by-law, impose the tenants' water and garbage and snow removal taxes upon the owners of such houses and make such owners personally liable for such taxes.

In such case the said owners, as regards leases in force at the time of the adoption of a by-law and as regards future leases, shall be subrogated in the city's rights and may recover from their lessees the amount of taxes paid by them to the city.

"Maison  
à appar-  
tements."

La maison à appartements est tout immeuble à entrée principale unique, comprenant plusieurs unités de logement à entrée privée respective à l'intérieur et qui ne sont pas pourvues de conduites de distribution séparées pour l'eau".

An apartment house is any immovable with a single main entrance, comprising several dwelling units, each with a private inside entrance, which are not provided with separate water distributing systems."

1931-32,  
c. 111,  
a. 94,  
remp.

2. L'article 94 de la loi 22 George V, chapitre 111, remplacé par l'article 1 de la loi 1 George VI, chapitre 112, est de nouveau remplacé par le suivant:

2. Section 94 of the act 22 George V, 1931-32, chapter 111, as replaced by the act 1 George VI, chapter 112, section 1, is again replaced by the following:

Cotisa-  
tion des  
terrains  
aux coins  
de rues.

"94. Les propriétaires des terrains situés aux coins des rues sont cotisés sur les deux rues, au même taux que les autres propriétaires, à un dollar du pied courant, à l'exception d'un nombre de pieds, n'excédant pas cent cinquante pieds du nombre total de pieds qu'ont ces lots sur les deux rues, à être cotisés pour la moitié, soit à cinquante cents le pied courant."

"94. The owners of lots situated on the corners of streets shall be assessed on both streets, at the same rate as other owners, at one dollar per linear foot, except a number of feet, not exceeding one hundred and fifty feet, out of the total number of feet of such lots on both streets, which shall be assessed for one-half, namely at fifty cents per linear foot."

1931-32,  
c. 111,  
a. 101a, aj.

3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 101, le suivant:

3. The said act is amended by adding thereto, after section 101 thereof, the following section:

Cotisation  
d'égout  
privile-  
giée.

"101a. La dette due pour cotisation pour canal d'égout est privilégiée, comme la dette due pour la taxe imposée sur les immeubles; et tout immeuble imposé pour cotisation d'égout peut être vendu de la même manière, dans les délais, aux conditions et avec les mêmes procédures et pénalités prescrites pour la vente des immeubles grevés de taxes foncières."

"101a. Debts due for assessments for sewers are privileged like debts due for taxes imposed on immovables; and every immovable assessed for sewer taxes may be sold in the same manner, within the delays, on the conditions, and with the same proceedings and penalties prescribed for the sale of immovables subject to real estate taxes."

1931-32,  
c. 111,  
a. 118c,  
am.

4. L'article 118c de la loi 22 George V, chapitre 111, édicté par l'article 6 de la loi 4 George VI, chapitre 87, est modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

4. Section 118c of the act 22 George V, 1931-32, chapter 111, as enacted by the act 4 George VI, chapter 87, section 6, is amended by replacing subsection 2 thereof by the following:

Taxe de  
vente  
autorisée.

"2. La cité peut imposer par règlement et prélever, à compter du 1er mai, 1940, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, vendus dans les limites de la cité.

"2. The city may impose by by-law and levy, from the first of May, 1940, inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding two per cent of the sale or purchase price, retail, except the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, sold in the limits of the city.

Ventes en  
dehors du  
territoire.

La taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'ache-

The tax may also be imposed and levied in the case of a sale made outside of the said territory, whether the pur-

teur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors, pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet du contrat se trouve dans ledit territoire soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison, ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire ait été transportée en dehors de ce territoire dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

chaser resides or has his place of business in the said territory or outside thereof, provided that in such case the thing covered by the contract is within the said territory, either at the time of the sale or at the time of the delivery, except if it is brought therein for purposes of delivery only, or that the thing which is in the said territory has been carried out of the said territory with the intention of evading the payment of the tax.

Automobiles, etc.

La taxe peut être également imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile, tel que défini dans la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que le conseil pourra déterminer par règlement, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit territoire, quel que soit l'endroit, en dehors dudit territoire, où la vente ou la livraison a lieu."

The tax may also be imposed and levied in the case of the sale of a motor vehicle, as defined in the Motor Vehicle Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142), a piano, an electric refrigerator or a radio or of any other merchandise that the council may determine by by-law, to a purchaser who has his domicile or ordinary residence or place of business in the said territory, whatever be the place, outside of the said territory, where the sale or delivery is made."

Automobiles, etc.

1931-32,  
c. 111,  
a. 120a, aj.

5. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 120, le suivant:

5. The said act is amended by adding thereto, after section 120 thereof, the following section:

1931-32,  
c. 111,  
s. 120a,  
added.

Taxe des services publics.

"120a. Le conseil est autorisé à réunir en une seule taxe appelée taxe des services publics, pour fins de perception, les taxes d'eau, de locataire, d'enlèvement des vidanges et de la neige."

"120a. The council is authorized to combine in a single tax called public services tax, for purposes of collection, the water, tenants' and garbage and snow removal taxes."

Public services tax.

1931-32,  
c. 111,  
a. 128a, aj.

6. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 128, le suivant:

6. The said act is amended by adding thereto, after section 128 thereof, the following section:

1931-32,  
c. 111,  
s. 128a,  
added.

Avis du propriétaire.

"128a. Le conseil peut, par règlement, obliger tout propriétaire à donner un avis au trésorier de la cité pour l'informer dans le délai de trois semaines de l'arrivée et du départ de tout locataire, de tout nouveau locataire et astreindre tout locataire, qui a des sous-locataires, à donner un tel avis, et rendre ce propriétaire ou locataire qui a des sous-locataires, personnellement responsable de la taxe d'eau, sur défaut de donner tel avis.

"128a. The council may, by by-law, oblige every proprietor to give a notice to the city treasurer to inform him, within a delay of three weeks, of the coming or departure of any lessee or of any new lessee and compel every lessee who has sub-lessees to give such notice, and make such proprietor, or lessee having sub-lessees, personally liable for the water tax upon failure to give such notice.

Notice by lessors.

Subrogation.

Dans ce cas, lesdits propriétaires ou locataires qui ont des sous-locataires sont subrogés aux droits de la cité et peuvent recouvrer de leurs locataires ou sous-locataires le montant de la taxe d'eau payée par eux à la cité."

In such case, the said proprietors or lessees having sub-lessees shall be subrogated in the city's rights and may recover the amount of the water tax paid by them to the city from their lessees or sub-lessees."

Subrogation.

1931-32, c. 111, a. 140, remp. 7. L'article 140 de ladite loi est remplacé par le suivant:

État par commissions.

"140. Aussitôt que possible après la reconstitution des commissions permanentes du conseil, chaque commission doit dresser un état des dépenses à prévoir, et la commission des finances doit soumettre, en outre, un état du revenu probable de l'année.

Budget.

Le conseil doit, immédiatement après que les diverses commissions ont préparé leurs rapports, affecter le montant qu'il croit convenable au paiement des dépenses prévues pour l'année courante, en pourvoyant:

1. Au paiement de l'intérêt sur la dette due par la cité et aux paiements des remboursements sur capital tels que spécifiés aux divers règlements d'emprunt;

2. Aux dépenses générales et ordinaires de la cité, y compris les dépenses contingentes;

3. Aux sommes nécessaires pour les améliorations publiques projetées;

4. A un fonds de réserve de pas moins de cinq pour cent sur le revenu brut de l'année précédente, qui sera employé exclusivement à faire face aux dépenses imprévues.

Dépenses courantes.

Du premier janvier, au temps de la votation des crédits par le conseil, le trésorier est autorisé à prendre sur les fonds généraux l'argent nécessaire pour payer les dépenses courantes de l'administration municipale."

1931-32, c. 111, a. 141, remp. 8. L'article 141 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Limitation des dépenses.

"141. Le montant ainsi affecté ne doit pas dépasser une proportion des impositions de l'année courante égale à la proportion des recettes de l'année précédente par rapport aux impositions de l'année précédente, plus le solde en caisse au premier janvier de l'année courante, déduction faite du fonds de roulement de dix mille dollars et de tout compte dû à cette date.

Recettes.

La recette ne comprend que les sommes perçues sur les impositions de l'année précédente, sans y inclure les arriérés.

7. Section 140 of the said act is replaced by the following:

1931-32, c. 111, s. 140, replaced.

"140. As soon as possible after the permanent committees of the council are reconstituted, each committee shall prepare a statement of the expenses to be provided for, and the finance committee shall further submit a statement of the probable revenue for the year.

Committees to prepare statements.

The council must, immediately after the different committees have prepared their reports, make an appropriation of the amount which it may deem advisable to sanction for the expenses of the current year, by providing:

Budget.

1. For the payment of the interest on the debt due by the city, and for the payments in reimbursement of capital as specified in the different loan by-laws;

2. For the general and ordinary expenses of the city, including contingencies;

3. For the cost of contemplated public improvements;

4. For a reserve of not less than five per cent on the gross revenue of the preceding year, to be used exclusively to meet unforeseen wants.

From the first of January up to the time of making the appropriations by the council, the treasurer is authorized to take from the general funds the moneys necessary to pay the current expenses of the municipal administration."

Current expenses.

8. Section 141 of the said act is replaced by the following:

1931-32, c. 111, s. 141, replaced.

"141. The amounts so appropriated shall not exceed a proportion of the taxation of the current year equal to the ratio of the receipts of the preceding year to the taxation of the preceding year, plus the cash balance on the first of January of the current year after deducting a working capital of ten thousand dollars and all accounts due on that date.

Appropriations limited.

The receipts shall comprise only the sums collected on the assessments of the previous year, without including arrears.

Receipts.



Budgets  
supplé-  
mentai-  
res.

Le conseil peut toujours, s'il y a des deniers disponibles après avoir employé les sommes portées au budget, en disposer au moyen de budgets supplémentaires."

The council may always, if there be moneys available, after having employed the sums shown in its estimates, dispose of the same by means of supplementary estimates."

1931-32, c.  
111, a. 159,  
remp.

**9.** L'article 159 de ladite loi est remplacé par le suivant:

**9.** Section 159 of the said act is replaced by the following:

S.R., c.  
233, a. 643,  
remp. pour  
la cité.

"**159.** L'article 643 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**159.** Section 643 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

Recorder.

"**643.** Le recorder est nommé par le lieutenant-gouverneur; il est *ex officio* juge de paix, dans et pour le district de Beauharnois, et est revêtu de tous les droits et pouvoirs et de toute l'autorité d'un ou de deux juges de paix et de la Cour du recorder."

"**643.** The recorder is appointed by the Lieutenant-Governor; he is *ex officio* a justice of the peace in and for the district of Beauharnois, and is vested with all the rights, powers and authority of one or of two justices of the peace, and of the Recorder's Court."

Effet  
rétroactif.

**10.** Les dispositions de l'article précédent sont rétroactives au 19 février 1932, date de la sanction de la loi 22 George V, chapitre 111.

**10.** The provisions of the preceding section shall be retroactive to the 19th of February, 1932, the date of the sanction of the act 22 George V, chapter 111.

Entrée en  
vigueur.

**11.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**11.** This act shall come into force on the day of its sanction.